

# **Compte rendu de mission Infans dans le cadre de la collaboration FIDH-Carrefour au Bangladesh**

**Du 8 au 14 avril 2006**

Marie Guiraud (FIDH) et Elin Wrzoncki (FIDH) se sont rendues au Bangladesh dans le cadre d'Infans entre le 8 et le 14 avril 2006.

Un programme de formation pour propriétaires d'usines, management et travailleurs ayant été initié par Infans au Bangladesh (après le succès de la phase pilote), la mission avait pour objectif d'assister à la première réunion des propriétaires d'usine et à la première formation de travailleurs du programme. Les formations sont organisées et dispensées par l'ONG locale Karmojibi Nari et devraient à terme couvrir tous les fournisseurs locaux de Carrefour.

## **Personnes rencontrées:**

Outre les représentants de Carrefour au Bangladesh et des fournisseurs de Carrefour au Bangladesh, la mission a rencontré:

- Rokeya Rafique, Shirin Akter, (Karmojibi Nari)
- Rafique Uddin Ahmed (OIT)
- Runa Khan (Friendship)
- Amirul Haque Amin et une dizaine de personnes de NGWF (National Garment Workers Federation).

Une série d'usines ayant obtenu des résultats d'audit moyens ont également été visitées.

## **1 ) Formations**

- Réunion d'information des propriétaires

La première réunion des propriétaires d'usine a eu lieu le 9 avril au bureau de Carrefour Global Sourcing Bangladesh, elle réunissait les représentants de 4 usines parmi les plus importants fournisseurs de Carrefour au Bangladesh.

Les trois interventions ont été suivies d'une discussion.

- introduction de la démarche développement durable de Carrefour
- intervention de la FIDH sur la coopération
- Karmojibi Nari (KN) : objectifs et contenu de la formation (cf. présentation ppt). Diffusion d'un film montré lors des formations des travailleurs (sur le congé de maternité, film diffusé pendant les formations pilote).

Durant la discussion qui a suivi, aucune des personnes présentes n'a remis en cause l'utilité de telles formations. En revanche, la discussion - assez animée - a porté sur la façon de fidéliser des travailleurs assez mobiles entre les usines et sur la nécessité de sensibiliser les travailleurs sur leurs droits et leurs responsabilités.

Il a été remis aux participants les documents distribués lors de la formation des travailleurs (leaflets).

Si la FIDH a – a priori – estimé que la diffusion de la vidéo n'était pas très appropriée lors de cette session, KN a cependant insisté, arguant en effet qu'il fallait impérativement que les propriétaires soient pleinement informés du contenu de la formation, afin de prévenir tout problème éventuel.

En revanche, la FIDH souhaiterait que KN inclue quelques « slides » supplémentaires sur le contenu de la formation à sa présentation pour les propriétaires. Il serait également souhaitable que KN inclue dans le pack de documents la charte de Carrefour en bangla.

#### - Formation des travailleurs

La première formation de travailleurs a regroupé 20 travailleurs (15 femmes et 5 hommes) choisis (au hasard?) dans les différentes sections de l'usine parmi les ouvriers sachant lire et écrire.

La formation était proche de celle qui avait été dispensée lors de la formation pilote et a privilégié la participation active des participants (travail en groupe...). De l'avis de tous, malgré la mise en place par l'usine de bonnes pratiques (par exemple le « profit-sharing » mais pas de comité de travailleurs), les travailleurs ont paru peu conscients de la législation en vigueur, ce qui laisse présager de l'utilité d'une telle formation pour les usines moins performantes sur le plan social.

#### - Formation des cadres-moyens

Onze managers étaient présents, dont 2 femmes. Leurs fonctions couvraient l'ensemble de la chaîne de production. Les femmes se sont librement exprimées et il y a eu une bonne participation et des débats. Les films ont eu un bon écho. Karmojibi Nari se dit satisfait de cette première.

Voici un exemple du programme type d'une telle formation pour les cadres de l'usine:

SL #	Session	Time	Facilitation
1.	Introduction- Registration Inauguration Introduction of Participants	10.00-10.15	Rokeya Rafique
2.	Training Objective and Outline Expectation drawing from participants and rule setting	10.15-10.30	ShahidUllah
3.	Division of labor between male and female (Garment Worker)	10.30-11.00	RR
4.	Tea break	11.00-11.15	
5.	Concept of gender, socialization and patriarchy	11.15-12.00	SU
6.	Concept of Industrial Relation/good industrial relation and better productivity	12.00-1.00	RR
7.	Lunch Break	1.00-2.00	
8.	Rights and Obligation of a worker (industrial law)	2.00-3.00	SU
9.	Tea Break	3.00-3.15	
10.	Conflict Resolution	3.15-4.00	RR
11.	Concept of Decent Work for All and better productivity	4.00-4.45	SU
12.	Review and Conclusion	4.45-5.00	RR, SU

## **Après avoir assisté à ces diverses formations et discuté avec KN, la FIDH recommande :**

- la réalisation par KN de visites de suivi, un ou deux mois après la séance dite de « refresher » afin d'évaluer le degré de dissémination de l'information par les travailleurs bénéficiaires de la formation à leurs collègues ainsi que le degré d'assimilation de la formation par le mid-management. Cette phase suppose que Carrefour s'assure auprès de ses fournisseurs que KN pourra revenir dans les usines pour tenir cette séance de debriefing avec les travailleurs et le mid-management. Il est à préciser que cette visite sera plus courte et informelle que les sessions de formations à proprement parler ;
- la réalisation par la FIDH, en collaboration avec KN, d'une mission d'évaluation afin d'évaluer l'impact des formations. L'un des objectifs de cette mission sera notamment de préconiser la mise en place d'un suivi régulier au sein des usines, seul à même de garantir l'utilité et l'effectivité des formations mises en place ;
- la réalisation d'une conférence de presse conjointe à ce moment, afin de se prévaloir d'un bilan, de « best practices » etc...

Par ailleurs, la FIDH a rencontré l'Organisation internationale du Travail (OIT) afin de savoir où en était la seconde phase de leur projet de formation sur les droits au travail avec la fédération des employeurs, le BGMEA. L'OIT avait imposé 3 conditions au BGMEA: une contribution financière pour le projet, la participation de représentants syndicaux dans le comité directeur du projet, et une formation pour les travailleurs. L'ensemble des conditions n'ayant pas été acceptées à ce jour par le BGMEA, le projet a été suspendu.

## **2) Spectrum**

A l'occasion de la commémoration de l'anniversaire (un an) de l'accident tragique de Spectrum, la FIDH a participé à une commémoration organisée par KN devant l'emplacement de l'usine à laquelle ont pris part une centaine de personnes.

Selon les informations reçues par la mission, à ce jour, les victimes ont reçu:

- 79 000 tk + 21 000 Tk du BGMEA et propriétaire de Spectrum pour les familles des personnes décédées;
- une aide matérielle (van ou machine à coudre) grâce à la donation Carrefour via Friendship
- une aide médicale grâce à la donation de Inditex via INCIDIN, Oxfam Bangladesh et le travail de syndicats. 700 travailleurs auraient reçu 2000 Tk mais la source des fonds n'est pas claire.

## - Fonds de compensation

Le travail préparatoire pour la mise en place du fonds de compensation est presque terminé. Une équipe a mené un travail d'évaluation des besoins de victimes. Seront sollicités pour contribuer au fonds: les acheteurs, le BGMEA, le gouvernement, le propriétaire de Spectrum, et toute personne souhaitant contribuer. Le fonds serait administré par un comité regroupant les contributeurs, les syndicats etc.

Si l'ensemble des acteurs rencontrés s'accordent sur l'utilité de principe d'un tel fonds, certains se demandent s'il verra vraiment le jour. Une rencontre de tous les acteurs concernés devrait avoir lieu quelques jours avant le MFA forum (probablement le 2 mai à Dhaka), et une autre réunion le 10 mai à Bruxelles.

Par ailleurs, Friendship a reçu de l'argent de Karlstadt Quelle et Cotton group afin de mener un travail de réhabilitation des victimes. A ce stade, Friendship est en train d'essayer de retrouver l'ensemble des victimes et de faire une évaluation des besoins. Malheureusement, ce travail ne se fait pas en coordination avec l'équipe du fonds de compensation! En effet, selon les sources consultées, les syndicats n'ont pas apprécié de ne pas être informés de la nouvelle donation reçue par Friendship, et n'ont pas souhaité partager leurs informations. Cela étant dit, ils ne remettent pas en question le travail qui a été mené par l'ONG immédiatement après l'accident. Il nous semble inopportun à ce stade d'envisager de faire une nouvelle donation à Friendship pour les victimes de Spectrum.

En effet, ce qui était un bon moyen de faire parvenir de l'aide aux victimes rapidement après l'accident pourrait être contre-productif un an plus tard, et apparaîtrait comme une volonté de Carrefour de miner la mise en place du fond de compensation. En outre, il nous paraît extrêmement important de pousser Friendship à partager avec les syndicats le bilan de son travail, ainsi que son plan d'action, qui devrait influencer sur les besoins réels des victimes.

### **Après avoir consulté différents acteurs, la FIDH recommande que:**

- Carrefour participe à la réunion du 2 mai au Bangladesh sur le fonds de compensation afin d'envisager d'y contribuer;
- Carrefour étudie en amont le projet de fonds de compensation afin de proposer des améliorations. La FIDH serait partisane de la pérennisation d'un tels fonds en un fonds d'assurance en cas d'accident, KN partage cette idée d'un fonds permanent. Cela paraît d'autant plus important que plusieurs accidents (feux) ont eu lieu récemment dans des usines de confection au Bangladesh. En tout état de cause, la décision de Carrefour qu'elle quelle soit ne devrait pas être prise avant la réunion du 2 mai et il semble essentielle que les syndicats de Carrefour puissent être associés à la prise de décision;

- La FIDH recommande également à Carrefour de prendre part à la réunion du MFA Forum le 5 mai à Dhaka. Le MFA forum, créé en mars 2004, regroupe entreprises, ONG (y compris KN), syndicats, ONU, Banque mondiale etc . En ce qui concerne le Bangladesh, il vise à développer un code commun, des standards minimaux communs en matière de droits du travail dans les usines textile, et discuter des pratiques d'achat. La position de Carrefour en faveur de la mise en commun et d'une norme internationale doit l'amener à s'impliquer dans les plus importantes initiatives de mutualisation, dans le pays où il a fait le plus d'efforts sur le plan social;
- Un « chargé de responsabilité sociale » (« compliance officer ») sur la région ou sur la Bangladesh pourrait être utile. De façon plus générale, au stade où en sont les projets de responsabilité sociale au Bangladesh, notamment avec les importantes sessions de formations à venir, un tel chargé de responsabilité sociale nous paraît bientôt indispensable pour la mise en cohérence et le suivi des activités de Carrefour dans ce domaine. Nous soulignons qu'il s'agit d'une recommandation désormais ancienne de la FIDH. Peut être la récente « mobilisation » de Wal Mart sur le « social » sera-t-elle un facteur mobilisateur supplémentaire ?...

### **3) Pratiques d'achat et salaire minimum**

Il apparaît que le débat sur les pratiques d'achat demanderait à être relancé: une campagne sur le salaire minimal en Asie est en cours afin de convaincre les acheteurs internationaux à faire pression pour des salaires décents.

#### **Après avoir consulté différents acteurs, la FIDH recommande que:**

- Carrefour s'associe à la campagne sur le salaire minimum, initiée par KN. En effet, le salaire minimal au Bangladesh apparaît comme indécent au regard de l'augmentation du coût de la vie.
- Carrefour adresse, dans le prolongement du courrier auquel il s'est déjà associé portant sur les questions de « social compliance », un courrier aux autorités demandant une révision à la hausse du salaire minimum.

De plus, KN est membre d'une campagne régionale sur la question du salaire minimum. Les représentants des ONG membres de cette campagne, rencontrent, à l'initiative de l'ONG US Job with Justice, le distributeur WALMART, qui semble de plus en plus désireux de s'investir sur la question sociale.

La FIDH trouve cette initiative très intéressante et préconise que Carrefour réfléchisse à l'idée d'être l'initiateur d'une rencontre entre les représentants de cette campagne et des distributeurs européens.